

TERMES DE RÉFÉRENCE

UN(E) EXPERT(E) NATIONAL(E)

Suivi et évaluation des Organisations de la Société Civile

Lieu :	Gouvernorat de Médenine, Tataouine, de Tozeur et Kébili avec une présence occasionnelle au bureau du PNUD à Tunis
Type de contrat :	Individual contract
Langues requises:	Arabe, Français
Date de début de mission :	15/08/2016
Nombre de jours :	20 jours

I. Contexte :

Le PNUD a lancé en avril 2016 le projet « **Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le sud tunisien** ». Ce projet, financé par le gouvernement japonais, et mis en œuvre en partenariat avec l'Office de développement du Sud (ODS), l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) et la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS), a comme objectif principal d'intervenir dans la région du sud de la Tunisie, à savoir dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Tozeur et Kebili, afin de contribuer à la réduction du chômage et de renforcer le rôle des autorités et collectivités locales, comme les acteurs économiques locaux, dans la promotion de l'investissement privé et le renforcement de l'écosystème entrepreneurial, permettant, ainsi, la création d'emplois, pour les hommes et les femmes, dans le cadre d'un partenariat public-privé solide.

À travers sa première composante « **Amélioration des services d'appui et de financement de projets & des mécanismes de coordination des services aux entreprises** », le projet appuiera les acteurs publics clé de la région des gouvernorats cibles pour qu'ils acquièrent les connaissances nécessaires sur les secteurs économiques, essentiellement des TPE et PME, et les opportunités d'affaire et d'investissement dans la région d'intervention. Un mécanisme de coordination et d'appui au développement des entreprises sera établi entre les institutions publiques, privées et la société civile, dans le but d'assurer la durabilité et la pérennité des petites entreprises et PME, et d'offrir un service professionnel de soutien accessible, amélioré et plus efficace pour les jeunes hommes et femmes dans le développement des affaires.

Dans ce cadre, il a été remarqué que le secteur privé est perçu, comme une option de carrière risquée et sans avenir. Cette situation est encore plus marquée dans la région du sud où le secteur privé, notamment de taille conséquente, n'est pas fortement ancré, et où, en outre, les partenariats public-privé sont limités et n'ont pas encore pu avoir un impact direct sur la création d'emplois. Ainsi, au-delà du défi d'un meilleur rapprochement entre les jeunes et le secteur privé, notamment via une meilleure implication commune des organisations professionnelles (UTICA, UTAP, CONECT, CNFCE et autres), des administrations d'appui aux jeunes (ANETI, à travers les BETI et EE en particulier) et les institutions universitaires (enseignants et étudiants), il est important de renforcer le tissu économique des PME dans les régions cible en vue d'offrir des opportunités conséquentes au profit des diplômés de l'enseignement supérieur et des centres de formation professionnelle.

A cet effet, le projet du PNUD compte recruter **un(e) expert(e) national(e) en Suivi et évaluation** chargé des partenariats avec les organisations de la société civile pour **(1) le renforcement de l'implication des organisations professionnelles**, et notamment celles dédiées aux femmes

TERMES DE RÉFÉRENCE

entrepreneurs, auprès des comités publics de concertation pour l'appui à l'entrepreneuriat, comme dans la mobilisation des entrepreneurs ; **(2) une mobilisation des institutions universitaires pour la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes.**

II. Contexte du projet et de la mission :

Renforcement de l'implication des organisations professionnelles de la société civile dans la promotion de l'entrepreneuriat :

Plusieurs programmes, publics – privés et de la coopération internationale, se sont focalisés sur l'auto-emploi et l'appui à des jeunes porteurs d'idées de projet, avec ou sans premières expériences professionnelles. Cette dynamique est aujourd'hui renforcée par de nouvelles décisions gouvernementales qui mettent en place de nouveaux mécanismes d'appui à l'entrepreneuriat, notamment dédiés aux diplômés de l'enseignement supérieur¹, ou élargissent le champ d'intervention de mécanismes existants, en travaillant sur la facilitation de l'accès au financement, notamment à travers la BTS, en prenant en charge l'autofinancement requis des promoteurs de projets, ou encore l'exemption de l'obligation de garanties (réelles ou personnelles). Toutefois, il est impératif de renforcer la coordination entre les différents acteurs, comme de faciliter l'orientation des promoteurs, afin de garantir l'efficacité de ces mécanismes et d'assurer une rapidité de mise en œuvre. Par ailleurs, l'appui à des projets de taille relativement significative [au-delà de 100 000 TND, ~50 000 USD], requiert une meilleure connaissance de cette typologie de projets, comme un appui technique spécifique au profit des promoteurs de projets.

Pour l'ensemble de ces mécanismes et programmes, il est prévu un mode de gouvernance au niveau régional et national réunissant les différents acteurs qui est amené à être renforcé en vue de le rendre plus efficace et garantissant le maintien comme la création d'emplois. De plus, ces constats convergent avec la déclaration du dialogue national sur l'emploi² (mars 2016) qui prône parmi les mesures urgentes, sous la thématique de l'entrepreneuriat et la promotion des micro-projets, l'institution d'une structure unifiée supervisant le système de promotion de projets, dans tout son cycle de vie, corrélée à un système de « guichet unique régional » unifiant toutes les intervenants ; la mise en place de mécanismes d'appui et d'accompagnement aux PME en vue de stimuler la création d'emploi et le renforcement du cadre des avantages offerts aux promoteurs de projets. L'intervention du projet devra, ainsi, permettre, d'offrir un cadre de référence pour l'activation de cette feuille de route.

Dans ce sens, le projet du PNUD a réuni un partenariat impliquant l'Office de développement du sud (ODS), et notamment la direction de la promotion de l'investissement privé, l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant (ANETI), et notamment les Espace Entreprendre et Unité de promotion de la micro entreprise, et la Banque tunisienne de solidarité (BTS), à travers ses agences régionales, en vue de renforcer les mécanismes de coordination entre les différents services d'appui et de financement des projets. De même, et en vue d'ancrer une approche participative et inclusive, des comités techniques multi-acteurs, représentant les institutions publiques, privées et organisations professionnelles, concernées par la promotion de l'investissement privé, ont été mis en place dans chaque gouvernorat d'intervention (Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur).

¹ Discours du Président du gouvernement devant l'Assemblée des Représentants du Peuple en date du 28/01/2016. Correspondance du Ministère des finances à la BTS en date du 01/02/2016.

² Les mesures urgentes (Dialogue national sur l'emploi sous le patronage de la Présidence du gouvernement, l'UGTT et l'UTICA), mars 2016.

TERMES DE RÉFÉRENCE

Les comités techniques, suivant leurs termes de référence sont appelés à piloter opérationnellement les activités d'appui technique et financier au profit des jeunes promoteurs d'idées de projet, comme au profit des entrepreneurs envisageant des projets d'extension de leurs entreprises. Les membres des comités techniques seront ainsi invités à évaluer des plans d'affaires soumis par les candidats et les candidates suite à la publication d'un appel à projets spécifiant les critères d'éligibilité et d'évaluation.

Dans ce cadre, le projet compte appuyer techniquement les membres des comités techniques, et notamment les représentants des organisations professionnelles et les organisations de la société civile dédiées à la promotion de l'investissement privé et l'entrepreneuriat, en vue de renforcer leur implication dans les programmes dédiés à l'entrepreneuriat.

Renforcement de l'implication des organisations estudiantines dans la promotion de l'entrepreneuriat :

Le système éducatif, considéré comme l'un des fers de lance de la Tunisie moderne, fait face aujourd'hui à plusieurs contraintes. En effet, il est constaté un système éducatif difficilement capable de répondre aux besoins du marché du travail, comme de générer des ressources humaines qualifiées, dotées d'un esprit d'initiative fort capable de contribuer à la croissance économique et de promouvoir l'investissement privé. Les écoles tunisiennes (universités et écoles de formation professionnelle) n'arrivent pas à fournir les compétences et les connaissances clé aux jeunes pour faciliter leur intégration dans le marché du travail.

Toutefois des initiatives pour un renforcement de la culture entrepreneuriale voient le jour au sein des universités impliquant aussi l'administration, le corps d'enseignant que les étudiants. De même, des programmes gouvernementaux offerts par l'Agence nationale pour l'emploi et le travail indépendant renforcent la collaboration avec les universités afin d'encourager les jeunes à la promotion de projets.

Dans ce cadre, le projet compte appuyer des initiatives promues par des organisations estudiantines des régions cible, comme les initiatives promues par les organisations d'enseignants pour améliorer l'enseignement de la culture entrepreneuriale. Cet appui technique et organisationnel fera l'objet d'un développement sur la base des capacités avérées des organisations cible.

III. Objectifs et résultats attendus de la consultation :

Le projet prévoit de contracter un(e) expert(e) national(e) en suivi et évaluation chargé des partenariats avec les OSC afin d'appuyer le projet dans :

- La réalisation d'une cartographie des OSC dédiées à la promotion de l'investissement privé et la promotion de l'entrepreneuriat et impliquées dans les travaux des comités techniques dans les gouvernorats de Kébili et de Tozeur, y compris les organisations féminines et les organisations professionnelles ;
- La réalisation d'une cartographie des OSC estudiantines dédiées à la promotion de l'investissement privé et la promotion de l'entrepreneuriat dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur ;
- La réalisation d'une évaluation des capacités organisationnelles des OSC professionnelles, y compris féminines, et les organisations estudiantines actives dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur.

La mission mise en œuvre par l'expert(e), sous la supervision du conseiller technique principal du projet et l'étroite collaboration avec le coordonnateur régional du projet, devra aboutir aux résultats suivants :

TERMES DE RÉFÉRENCE

- Un plan de renforcement des capacités des organisations cible est développé.
- Un plan d'accords de partenariats (incluant un appui technique et financier) est développé.

A la suite de la signature des contrats d'appui technique et financier, les organisations de la société civile sélectionnées doivent :

- Bénéficier d'un accompagnement et de conseils lors du processus de mise en œuvre des projets à travers un système de suivi et évaluation validé.

IV. Tâches et responsabilités :

L'expert(e) national(e) en Suivi et évaluation, sous la supervision générale du conseiller technique principal du projet et celle directe du coordonnateur régional du projet, aura à :

- Mener une série d'entretiens avec les parties prenantes concernées afin de :
 - Identifier les besoins et spécificités du contexte local, notamment avec les co-leaders du projet (PNUD, ODS, ANETI et BTS) pour adapter le plan de renforcement des capacités des OSC.
 - Mener une série de rencontres avec les organisations citées ci-dessus.
- Mener une revue documentaire et une compilation des informations relatives aux organisations objet d'évaluation.
- Réaliser une cartographie des organisations évaluées suivant la méthodologie développée par le PNUD.
- Réaliser le plan de renforcement des capacités pour les organisations cible.
- Intégrer les commentaires et les propositions de l'équipe du projet
- Elaborer les termes de référence des événements à planifier dans le programme d'appui aux OSC.
- Mettre en place un suivi et évaluation des actions de renforcement des capacités.

V. Produits attendus :

- Un premier rapport de cartographie des OSC professionnelles et autres organisations dédiées à la promotion de l'investissement privé et l'entrepreneuriat et impliquées dans les comités techniques du projet dans les gouvernorats de Kébili et Tozeur (et féminines pour les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur), ainsi que les organisations estudiantines (pour les quatre gouvernorats), rédigé en langue française, soumis au plus tard le 30 août 2016.
- Un deuxième rapport de mission détaillant le plan de renforcement des capacités, les modalités de partenariats techniques et financier à mettre en œuvre avec les organisations sélectionnées et la mission de suivi et évaluation réalisées au profit des organisations partenaires, rédigé en langue française, soumis au plus tard le 15 octobre 2016.

TERMES DE RÉFÉRENCE

VI. Durée de la consultation, échéancier et honoraires :

La durée de la consultation est estimée à 20 hommes/jours répartis comme suit :

N°Etape	Etape	Total Jour/homme
1	Cadrage de la mission & feuille de route validés Réalisation de la cartographie des OSC	10
2	Réalisation du plan de renforcement des capacités et élaboration des accords de partenariats technique et financier. Mise en œuvre du S&E	10
Total		20

Les jours de travail seront étalés sur une période allant du 15/08/2016 au 15/10/2016. La consultation inclut des jours de travail :

- à distance,
- dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur pour le suivi de la mise en œuvre des projets, pour au moins 15 jours,
- en présentiel au bureau du PNUD à Tunis pour les réunions avec l'équipe de projet.

Les frais de mission se rapportant aux déplacements et à l'hébergement pendant les missions de terrain, devront être inclus (séparément) dans l'offre financière.

Le paiement des honoraires interviendra en deux (02) tranches payables comme suit :

Délivrables	Nombre de jours	Déla i de réalisation	Termes de paiement
Le premier rapport de cartographie des OSC validé	10	30/08/2016	40%
Le deuxième rapport développant le plan de renforcement des capacités et les projets d'accords de partenariats technique et financier validés. Rapport de S&E validés	10	15/10/2016	60%
Total	20		100%

VII. Compétences et facteurs clés de succès :

Compétences organisationnelles :

- Faire preuve d'intégrité en incarnant les valeurs et l'éthique des Nations Unies ;
- Promouvoir la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD ;
- Faire preuve de sensibilité multiculturelle et savoir s'adapter au changement ;
- Faire preuve d'équité.

Compétences fonctionnelles :

TERMES DE RÉFÉRENCE

- Connaissance approfondie des problématiques de développement, et de promotion de l'entrepreneuriat ;
- Grand sens de responsabilités, grande capacité d'analyse ;
- Etre capable de conduire un plaidoyer et de donner des conseils.

VIII. Qualifications requises :

Le (la) candidat(e) doit remplir les conditions suivantes :

- Diplôme universitaire, au moins Maîtrise en sciences humaines ou sociales, ou sciences économiques ou un diplôme d'ingénieur ;
- Minimum de 5 ans d'expériences en appui aux organisations de la société civile pour des projets de développement socioéconomique ;
- Ayant exécuté au moins cinq références dans l'appui et renforcement des capacités d'organisations de la société civile dans la mise en œuvre de projets d'inclusion socioéconomique ou des références de même degré de complexité, des références avec le Système des Nations Unies seraient un atout ;
- Ayant exécuté au moins une référence dans l'appui à des organisations féminines sur des thématiques d'autonomisation économique ;
- Ayant au moins deux références confirmées en facilitation d'ateliers et d'utilisation d'approches participatives ;
- Des expériences dans la région seront un atout.

IX. Critères de sélection :

Les offres seront évaluées sur la base de la méthode de notation pondérée. L'attribution du contrat devrait être faite en fonction de l'évaluation des offres déterminée comme suit :

a) Conformité aux critères et qualifications requises / acceptabilité

b) Obtention du meilleur score sur un ensemble prédéterminé de pondération des critères techniques et financiers spécifiques.

Poids des critères techniques : 70%

Poids des critères financiers : 30%

Seuls les candidats ayant obtenu un minimum de 70 points serait considéré pour l'évaluation financière

Critères	Poids	Point maxi
<u>Techniques</u>		
Critère A : Un minimum de 5 ans en appui aux d'expériences en appui aux organisations de la société civile pour des projets de développement socioéconomique	15%	15
<ul style="list-style-type: none"> • 5 années.....10 points • 6 années et plus.....15 points 		

TERMES DE RÉFÉRENCE

<p>Critère B : Au moins cinq références dans l'appui et renforcement des capacités d'organisations de la société civile dans la mise en œuvre de projets d'inclusion socioéconomique ou des références de même degré de complexité</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5 référence.....15 points • Plus de 5 références25 points 	25%	25
<p>Critère C : Références de missions avec le Système des Nations Unies en appui et renforcement des capacités d'organisations de la société civile</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 référence.....5 points • 2 références et plus.....15 points 	15%	15
<p>Critère D : Au moins une référence dans l'appui à des organisations féminines sur des thématiques d'autonomisation économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 référence.....5 points • 2 références et plus.....10 points 	10%	10
<p>Critère E : Expériences en facilitation d'ateliers et d'utilisation d'approches participatives</p> <ul style="list-style-type: none"> • 2 référence.....5 points • 3 références et plus.....10 points 	10%	10
<p>Critère F : Une référence dans l'appui à des projets de développement dans le sud Tunisien est un atout</p>	10%	10
<p>Critère G : Méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission</p>	15%	15
<p>Financier</p>	30%	
<p>Score Total (Score Technique *0.7 + Score Financier * 0.3)</p>		

X. Relations de travail :

- Le (la) consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet et les organisations de la société civile partenaires.
- Les produits de cette consultation seront labélisés PNUD. Ils sont la propriété exclusive du PNUD. Le (la) consultant(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.
- Le (la) consultant(e) seront seul(e) responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches qui lui ont été assignées.
- L'organisation administrative et logistique des cycles de formation, en dehors des frais de transport du (de la) consultant(e), ainsi que la duplication du manuel de formation et des supports développés seront à la charge du PNUD.

XI. Dossier de candidature :

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Curriculum vitae ;
- Une lettre de motivation ;
- Une note pour la méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission d'au moins deux pages ;



TERMES DE RÉFÉRENCE

- Une offre financière détaillée et exprimée en Dinars tunisiens, hors taxes. Elle doit inclure le montant des honoraires demandés pour la réalisation des prestations et livrables mentionnés ;

Les frais de mission se rapportant aux déplacements et à l'hébergement pendant les missions de terrain, devront être inclus (séparément) dans l'offre financière.

Modèle d'offre financière

Eléments	Prix U HT en TND	Nombre de jour	Total HT en TND
Honoraires :		20 jours	
Transport de Tunis à Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur			
Hébergement en PC		15 jours	
Total			